



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale
Île-de-France

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES AYANT VALEUR D'ACTE
D'ENGAGEMENT**

**REALISATION DES VERIFICATIONS PERIODIQUES OBLIGATOIRES
DES INSTALLATIONS TECHNIQUES**

Accord-cadre n°

Mode de passation et forme de marché :

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.
Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les prestations à la demande.

Date de notification :

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1. Objet de l'accord-cadre	5
1.2. Caractéristiques des prestations	5
1.3. Prestations similaires	5
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	5
2.2. Pièces générales	5
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
4.1. Remplacement des intervenants	6
4.2. Les prestations ponctuelles à bons de commandes	6
4.2.1. Transmission des bons de commandes.....	7
4.2.1.1. Contenu des bons de commande	7
4.2.1.2. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes	7
4.3. Délais	8
4.4. Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution	8
4.5. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande	8
4.6. Règles et normes et clauses environnementales	8
4.7. Connaissance des lieux	8
4.8. Obligations diverses du titulaire	9
4.8.1. Obligation d'information.....	9
4.8.1.1. Responsabilités et assurances	9
4.8.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs	11
4.8.1.3. Travailleurs étrangers	11
4.8.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre	11
4.8.1.5. Consignes de sécurité	11
4.9. Opérations de vérification	11
4.9.1. Modalités de vérification.....	11
4.9.2. Décisions après vérifications	11
4.10. Clause de réexamen	12
ARTICLE 5. PENALITES.....	12
5.1. Pénalités de retard	12
5.2. Dispositions d'application.....	12
5.3. Réfactions	12
ARTICLE 6. PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX.....	12
6.1. Prix des prestations	12
6.2. Contenu des prix.....	13
6.3. Variation dans les prix.....	13
6.3.1. Mois d'établissement des prix	13
6.3.2. Choix de l'indice de référence	13
6.3.3. Modalités de révision des prix	13
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE.....	14
7.1. Facturation.....	14
7.2. Présentation des factures	14
ARTICLE 8. REGLEMENT	15
8.1. Délai global de paiement.....	15
8.2. Intérêts moratoires	15
ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
9.1. Avance	16
9.2. Acomptes	16
9.3. Retenue de garantie	16
ARTICLE 10. DEVELOPPEMENT DURABLE	16
ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE	16

ARTICLE 12. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	18
12.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général	18
12.2. Résiliation pour faute du titulaire	18
ARTICLE 13. REGLEMENT DES LITIGES.....	18
ARTICLE 14. SIGNATURE DES PARTIES	19

PREAMBULE

Pouvoir adjudicateur

La CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE (CRAM Ile de France)
17-19 avenue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19
Représentée par son Directeur Général ou son représentant

Cocontractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article «pièces contractuelles» du présent cahier des charges administratives particulières qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
- ☐ solidaire du groupement conjoint
- ☐ non solidaire du groupement conjoint

S'engage, au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement,
à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de vérifications obligatoires des installations techniques des sites de la Cramif (Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile de France).

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent accord-cadre sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2. Caractéristiques des prestations

Le présent accord-cadre donnera lieu à l'exécution de prestations ponctuelles listées au BP (A1 et A2) et réalisées sur bons de commandes.

Les prestations sur bons de commandes sont rémunérées, selon leur nature, par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau du prix unitaires (Annexe au CCTP - BP).

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 142 999€ HT sur la durée totale.

1.3. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières ;
- le mémoire technique et organisationnel dont les dispositions ne sont opposables qu'au seul titulaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- les bons de commande, bons de livraison et procès-verbaux d'admission émis en cours d'exécution du marché.
- le Livret de sécurité du prestataire

2.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS arrêté du 30/03/2021 JORF du 01/04/2021), document non joint mais réputé connu du titulaire
- le code du travail
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, DTU et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution, ne sera admise.

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrer les prestations. Il sera renouvelable par tacite reconduction à sa date anniversaire, sans que sa durée maximum ne puisse excéder quatre années.

Si l'organisme décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception sans un délai de deux mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Remplacement des intervenants

Afin de procéder à la mise en place de l'accord-cadre, et avant tout début d'exécution des prestations, il est prévu une réunion de lancement.

A ce titre, le titulaire conviendra d'un rendez-vous avec le représentant de l'organisme ou son suppléant dès la date de notification de l'accord-cadre.

Le titulaire désigne un correspondant et un suppléant pour le représenter auprès de l'organisme. Ces personnes nommément désignées seront joignables en permanence (durant les jours et heures ouvrables).

Ces correspondants seront les correspondants privilégiés pour l'ensemble des obligations du présent accord-cadre.

Ils veilleront d'une part à la bonne coordination entre leurs services et l'organisme et d'autre part à la tenue irréprochable des agents du titulaire, au respect de l'ensemble des clauses contractuelles de l'accord-cadre et au respect de la continuité du service en cas de grève de son personnel.

En cas de changement de correspondant durant la procédure, en avertir immédiatement la CRAM ILE-DE-FRANCE afin d'éviter tout litige.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement d'un ou plusieurs employés du titulaire ou même de lui refuser l'accès des sites en tout ou partie. Le titulaire procède alors au remplacement du personnel dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de remplacement.

De même, le prestataire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses salariés.

En aucun cas, le remplacement de l'agent concerné ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

4.2. Les prestations ponctuelles à bons de commandes

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande par application du bordereau des prix unitaires.

L'exécution des prestations ponctuelles, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'Organisme, signé par un représentant habilité.

4.2.1. Transmission des bons de commandes

Les bons de commande ponctuels seront transmis par courriel.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, fax, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

L'Organisme se garde la possibilité d'annuler par écrit (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

L'Organisme mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne dans un délai de 5 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, toutefois leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

4.2.1.1. Contenu des bons de commande

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'Organisme suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- la nature des prestations à réaliser
- la date d'exécution/d'intervention
- le délai d'exécution
- le montant de la commande eu égard au bordereau de prix unitaires

Les prestations sur bons de commandes seront facturées au fur et à mesure de leur réalisation.

D'une manière générale, le bon de commande précise tout élément utile permettant de caractériser l'opération, ses contraintes, sujétions, son délai d'exécution.

Un bon de commande peut comprendre une ou plusieurs des prestations objet du marché pour un ou plusieurs sites, chaque site comprenant un ou plusieurs bâtiment(s)/installation(s) ou équipement(s).

Le titulaire veillera à transmettre à l'Organisme les factures établies sur la base du bon de commande correspondant dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations et après l'admission des prestations en application de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sous réserve que leur exécution au-delà du terme de l'accord-cadre n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à tout pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation ponctuelle sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

4.2.1.2. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commandes qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au

représentant de l'Organisme dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

4.3. Délais

Les délais d'exécution des prestations sont fixés conformément aux dispositions éventuelles du C.C.T.P. et aux indications portées dans le mémoire technique du titulaire.

4.4. Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, l'organisme peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'organisme ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4.5. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande

En cas de défaillance ponctuelle du titulaire ou tout autre cas jugé urgent ou prioritaire, l'Organisme peut être amené, à titre ponctuel et exceptionnel sur la partie à bons de commande, à confier à un autre prestataire, une partie de la mission sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit titulaire ou à verser à ce dernier une quelconque indemnité.

Le montant estimatif des bons de commande pouvant être émis est de : 10 000 € HT

4.6. Règles et normes et clauses environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Toute prestation du présent accord-cadre sera exécutée conformément aux prescriptions des normes et règlements français en vigueur.

Les matériels utilisés pendant la réalisation des prestations se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le représentant de l'organisme bénéficiaire procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels proposés dans son offre (mémoire technique) dans le cadre des mesures environnementales.

4.7. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment,

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de l'accord-cadre, ainsi que des locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,

- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents de l'accord-cadre, notamment celles données par le C.C.T.P. et par le bordereau de prix unitaires, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Organisme.

Tout dépôt de matériel ou matériaux et tout atelier de chantier est interdit dans les lieux de circulation et en dehors des heures d'exécution d'une quelconque prestation (sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur).

Tout lieu d'exécution d'une quelconque prestation devra être remis en parfait état pour ce qui se rapporte à l'objet du présent accord-cadre.

L'exécution de toute prestation sera contrôlée par le représentant de l'Organisme.

4.8. Obligations diverses du titulaire

Le titulaire doit apporter la preuve de la détention de l'ensemble des agréments et accréditations dans tous les domaines de contrôles dans le cadre du présent accord-cadre, notamment l'agrément pour les ERP.

Tous les ans et à chaque reconduction, dans un délai de quinze jours suivants la date anniversaire du marché, le titulaire produit la preuve des agréments et accréditation dans l'ensemble des domaines de contrôles.

Le titulaire doit être en mesure de fournir au responsable de l'organisme, avant toute intervention, toutes les habilitations de ses intervenants, nécessaires à la réalisation des contrôles dont notamment : habilitation de travail en hauteur, habilitation électrique, certification d'aptitude adapté à la conduite d'engins, etc.

Le titulaire s'engage à conduire les contrôles sur la base des textes en vigueur au jour du contrôle et à fournir à son personnel tous les outils, appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations de sorte qu'aucune compensation financière ne puisse être demandée par le titulaire.

Les documents de référence ne sont pas fournis par le pouvoir adjudicateur ; le titulaire est tenu de les identifier, de se procurer les mises à jour et de les appliquer dès leur parution.

4.8.1. Obligation d'information

Le titulaire a l'obligation de conseils auprès du bénéficiaire du marché. Il lui appartient d'avertir l'organisme sur les éventuels contrôles non prévus dans la présente consultation et devant faire l'objet de campagnes de contrôles ainsi que sur l'évolution de la réglementation.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire a le devoir d'alerter l'organisme de tous dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels qu'il constate au cours de ses interventions dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

4.8.1.1. Responsabilités et assurances

Responsabilités :

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Organisme ou à des tiers.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et les moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes à la législation et à la réglementation française en vigueur ainsi qu'aux spécifications techniques et aux normes françaises et européennes homologuées ou équivalent. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur doit être informé, par écrit et sans délai, de toutes modifications d'une prestation. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché.

Assurances :

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui de la CRAM Ile-de-France.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des maintenances qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par la CRAM Ile-de-France. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la CRAM Ile-de-France, **de tous dommages, dégâts, vols, accidents, détérioration des stocks de nourriture entreposés et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.**

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège la CRAM Ile-de-France contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à la CRAM Ile-de-France et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à la CRAM Ile-de-France au plus tard dans le mois qui suit la notification du marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

La CRAM Ile-de-France peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit prévenir la CRAM Ile-de-France de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultants d'une modification de police sont soumises à la CRAM Ile-de-France qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité si bon semble à la CRAM Ile-de-France.

La CRAM Ile-de-France décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, aux ouvriers ou aux tiers.

Sauf faute grave et inexcusable de la CRAM Ile-de-France, le titulaire s'engage à ne pas entamer de procédure de recours vis-à-vis de la CRAM Ile-de-France ou de ses représentants physiques ou moraux.

4.8.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

Le titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur.

4.8.1.3. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

4.8.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part de s'être organisé avec l'Organisme pour accéder aux lieux d'exécution des prestations.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les locaux.

4.8.1.5. Consignes de sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

4.9. Opérations de vérification

4.9.1. Modalités de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession conformément aux prescriptions des articles 27 à 29 du C.C.A.G. - F.C.S.

4.9.2. Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, l'Organisme peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Réception,
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations.

4.10. Clause de réexamen

Conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du CCP, l'organisme prévoit une clause de réexamen et le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications.

Le champ d'application et la nature de ces modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

1. Ajout de nouveaux besoins non répertoriés par le présent accord-cadre ;
2. Augmentation ou réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de manière temporaire ou définitive.
3. Ajout ou suppression de site(s) (totale ou partielle) ;
4. Prestations sur certains sites qui pourraient être transférées à un autre organisme ou être abandonnées.

ARTICLE 5. PENALITES

5.1. Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG-FCS Article 14, les pénalités fixées à l'article 5 du CCTP seront appliquées.

5.2. Dispositions d'application

Tout manquement fait l'objet d'un constat par l'Organisme qui est notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité.

Les pénalités sont cumulables.

L'application des pénalités ne dégage pas le Titulaire de ses obligations contractuelles.

5.3. Réfections

En cas de non réalisation des prestations, l'Organisme procédera, en sus de l'application des pénalités prévues ci-dessus, à une réfaction du montant des prestations non exécutées en tout ou partie.

Il appartient au titulaire d'apporter la preuve que les défauts ne lui sont pas imputables.

Les réfections s'appliquent à des défauts d'exécutions. Si la prestation est réalisée de manière incomplète ou de façon non conforme au cahier des charges, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est appliquée sur le montant de la facture du site concerné.

La réfaction s'applique sans mise en demeure préalable et est cumule avec une pénalité.

ARTICLE 6. PRIX – CONTENU – VARIATION DES PRIX

6.1. Prix des prestations

L'exécution des bons de commande sera rémunérée par application, aux quantités réellement exécutées, des prix du bordereau des prix unitaires.

6.2. Contenu des prix

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites aux C.C.T.P., et en particulier des points suivants :

- des déplacements
- de la main-d'œuvre, durée hebdomadaire légale, compris charges sociales,
- des fournitures nécessaires aux prestations, compris les petites fournitures,
- de la location, de l'amortissement, de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations,
- du nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin d'exécution des prestations ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches,
- des assurances et garanties réglementaires contractées par les entreprises,
- des incidences de petites surfaces, locaux encombrés et toutes sujétions particulières de mise en œuvre,
- la signalisation du chantier pour protection des personnes.

6.3. Variation dans les prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables dans les conditions fixées ci-après :

6.3.1. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **de novembre 2025**.

6.3.2. Choix de l'indice de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index national : "Salaires et charges sociales - indice du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – tous salariés" – activités spécialisées, scientifiques, techniques – Base 100 en 2008 (Indice INSEE)

En cas de disparition de l'index, l'Organisme communiquera au titulaire un nouvel index de substitution par courrier recommandé avec accusé réception.

6.3.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule suivante :

Chaque prix du bordereau sera applicable sans révision pendant les 12 premiers mois d'exécution de l'accord-cadre.

$$P = P_i \times (I_m / I_0)$$

P = Prix révisé en euros (HT)

P_i = Prix initial du marché en euros (HT)

I_m et I₀ = Valeur finale et initiale de l'indice

La valeur initiale (I₀) est égale à celle de l'indice publié à la date limite de réception des offres (mois M₀)

La valeur finale (I_m) est égale au dernier indice connu avant la date anniversaire de la notification du marché

Le titulaire fournira à l'Organisme, au plus tard un mois avant la date anniversaire, l'ensemble des prix révisés pour l'accord-cadre ainsi que la formule de calcul détaillée ayant servi pour leur établissement. A défaut, aucune révision ne sera appliquée pour la période concernée.

A chaque révision, le titulaire transmettra à l'Organisme le bordereau des prix unitaires, indiquant son taux de révision, son calcul et ses sources d'information avec l'indice retenu.
Ce coefficient de révision ne pourra être appliqué sur facture, qu'après la validation de l'Organisme.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les coefficients seront calculés à trois décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4, la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9, la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Clause de sauvegarde :

L'évolution des prix de règlement est limitée à une variation de 3 %. Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure de 3 %, l'accord-cadre pourra être résilié, par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

7.1. Facturation

Les prestations ponctuelles sur bons de commandes seront facturées au fur et à mesure de leur réalisation après attestation du service fait par le service bénéficiaire. Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer à l'Organisme, dans le respect des conditions énoncées au présent article, les factures établies sur la base du bon de commande correspondant et cela dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective de ces prestations.

7.2. Présentation des factures

Tout règlement par l'Organisme est subordonné à la présentation d'une facture originale, établie sur la base des dispositions énoncées ci-dessus.

Les factures sont à déposer dans l'appliquet CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Compte CRAMIF :

SIREN : 77569473000018 – CAISSE REGIONALE ASSURANCE MALADIE

SERVICE : DIAM Service ordonnancement

Toute facture devra préciser distinctement :

- les nom et adresse de l'Organisme
- les nom et adresse du titulaire
- la date et le numéro de facture
- les références de l'accord-cadre
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire
- la référence aux bons de commande, le cas échéant

- la dénomination précise, le détail et le montant HT et TTC des prestations réalisées
- la période ou la date d'exécution de la prestation
- le(s) prix hors taxes unitaire(s)
- le coefficient de révision du ou des prix le cas échéant
- le montant total hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC.

Les factures seront présentées selon le même formalisme durant toute la durée de l'accord-cadre. Les factures présentées sur plusieurs pages devront être éditées sur papier en-tête et le numéro de facture ainsi que la date devront figurer sur toutes les pages (au même endroit).
Toute facture à modifier après vérification ou réfaction par l'Organisme sera retournée au titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Le refus de paiement des factures :

Le fournisseur devra communiquer, au plus tard 4 semaines après la notification de l'accord-cadre une ou plusieurs adresses mails de la personne en charge de la facturation afin que l'Organisme puisse informer le fournisseur d'éventuels motifs de refus de facture par mail. Cette information devra être traitée régulièrement par le fournisseur car ces mails d'information ne seront pas adressés une nouvelle fois.

ARTICLE 8. REGLEMENT

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en en faisant porter le montant au crédit du (des) compte(s) ouvert(s) :

Au nom de :

Etablissement bancaire (nom et domiciliation) :

.....

.....

Numéro de compte :

Code banque :

Code guichet :

Clé RIB :

IBAN :

BIC :

8.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Organisme.

8.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 20% si le fournisseur est une PME.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues par le code de la commande publique.

Le titulaire déclare :

- ☐ ne pas refuser de la percevoir
- ☐ refuser de la percevoir

9.2. Acomptes

L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'Organisme.

Tout dépassement du délai de paiement de 30 jours d'un acompte donnera lieu au versement d'intérêts moratoires.

9.3. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 10. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire s'engage notamment à :

- Optimiser les tournées des contrôleurs dans le but de réduire les émissions polluantes liées au transport ;
- Gérer les nuisances sonores pendant le déroulement des prestations ;
- Le titulaire devra remettre les rapports sous format électronique.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE

En complément des informations contenues à l'article 5 du CCAG FCS, chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

Les données d'identification vous concernant, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF.

Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: dpo.cramif@assurance-maladie.fr.

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD). L'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés devra également être prise en compte par le prestataire.

Par ailleurs afin de permettre l'application des articles 32, 33 et 34 du Règlement Européen sur la sécurité des données, en cas de violation de données, le prestataire devra être en mesure de prévenir la CRAMIF au plus tard dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, sur l'adresse de messagerie dédiée ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr.

ARTICLE 12. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général

Le présent accord-cadre peut être résilié pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne percevra aucune indemnité.

12.2. Résiliation pour faute du titulaire

En complément des cas évoqués au Chapitre 6 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire en cas d'incapacité à rétablir sous 1 mois après mise en demeure une exploitation normale.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS et en cas de manquement caractérisé aux obligations du présent accord-cadre, la résiliation pourra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité.

Par ailleurs, le marché pourra également être dénoncé par le titulaire ou par l'organisme, par lettre recommandée avec accusé réception, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois sans versement d'indemnité.

ARTICLE 13. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le **Tribunal de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75 859 PARIS Cedex 17.**

ARTICLE 14. SIGNATURE DES PARTIES

Engagement du candidat :

A, le

NOM et PRENOM.....

Qualité du signataire (en cas de délégation de signature, joindre un pouvoir)

.....
SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur :

A PARIS, le

La personne représentant le pouvoir adjudicateur

NOM et PRENOM.....

Qualité du signataire.....

SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Notification de l'accord-cadre au Titulaire (Date d'effet de l'accord-cadre)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçu à titre de notification une copie du présent accord-cadre* »

A le¹

Signature

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification de l'accord-cadre)

¹ Date et signature originales